

Qu'est-ce que le 'Développement'

Ewout Frankema

Université de Wageningen

1. Définir le 'développement'

Avant de pouvoir discuter du 'développement de l'Afrique', il faut d'abord savoir ce que signifie le mot 'développement'. Malheureusement, il n'existe pas de définition unique et universellement acceptée du 'développement'. Le développement est un concept abstrait, dont la signification est bien plus difficile à saisir que celle de quelque chose de tangible comme un vélo, une paire de chaussures ou votre professeur. Si vous demandez à cinq personnes ce que signifie le mot 'développement', il est probable que vous obtiendrez cinq réponses très différentes. Une chose est claire cependant: le mot 'développement' fait référence à une sorte de *processus de changement qui se produit au fil du temps*.

Pour être plus précis sur la manière dont nous utilisons le terme 'développement' dans ce manuel, nous faisons une distinction entre le 'développement *humain*' et d'autres catégories de développement telles que le 'développement *politique*', le 'développement *économique*', le 'développement *social*' ou le 'développement *culture*'. Bien que toutes ces catégories soient liées, le terme 'développement *humain*' met l'accent sur les aspects du développement qui revêtent une importance directe pour les personnes. Cet accent apparaît dans la définition suivante proposée par les Nations Unies:

L'objectif fondamental du développement humain est d'élargir l'éventail des choix des individus afin de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. (ONU, 2011).

Le lauréat du prix Nobel Amartya Sen a défini le développement de la même manière. Selon Sen, le développement peut être considéré comme "*un processus d'expansion des libertés dont jouissent les gens*" (2000, 3). Le développement dépend donc de la capacité des personnes à faire des choix dans leur vie personnelle et sociale. Le processus d'élargissement des libertés des personnes nécessite l'élimination de nombreux types d'obstacles matériels et immatériels à la liberté, tels que la pauvreté, l'insécurité ou un gouvernement non responsable, mais aussi l'absence d'une bonne infrastructure compliquant la mobilité physique ou le manque d'accès à l'eau potable, à la nourriture ou à l'électricité. Dans la conception du développement de Sen, la *liberté* dont jouissent les gens de décider du cours de leur propre vie est essentielle. Les développements économiques

ou politiques sont également importants, mais principalement parce qu'ils créent des conditions particulières pour atteindre l'objectif supérieur de la liberté humaine.

Bien que l'accent mis sur la liberté de choix des personnes nous donne une idée plus précise de la manière de définir le 'développement', de nombreuses questions subsistent quant à la signification du *développement en tant que liberté*. Tout d'abord, lorsque nous parlons de 'liberté', il est important de savoir à qui cela s'applique. Peu de gens pensent en effet que l'idéal de la liberté humaine doit être poursuivi en toutes circonstances. Par exemple, les parents limiteront la 'liberté' de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain degré de maturité. S'ils ne protègent pas leurs enfants en limitant leur liberté, il y a de fortes chances que les enfants ne survivent pas. En outre, ce qui constitue la liberté d'une personne, d'une famille ou d'une communauté implique souvent une réduction de la liberté d'autres personnes. Si je m'accorde la liberté de manger tout ce qu'il y a sur la table, il ne restera rien pour les membres de ma famille. Et qu'en est-il de la 'liberté' des êtres humains par rapport aux autres créatures vivantes, telles que les plantes et les animaux? En effet, la liberté et la non-liberté vont de pair: si nous convenons que tout le monde a un droit fondamental à des soins médicaux gratuits, nous affirmons en même temps que les médecins ont le devoir de nous aider.

L'idée que la liberté humaine est presque toujours répartie de manière inégale entre les membres d'un groupe ou d'une société, quel qu'il soit, est mieux traduite par un autre terme abstrait: 'l'action humaine'. L'agence humaine fait référence à la capacité des humains à agir. Cette capacité est largement limitée par des forces naturelles, dont beaucoup ne peuvent être contrôlées ou manipulées par l'homme. Mais l'action peut également être limitée par des structures ou des institutions économiques, sociales ou politiques (règles, voir l'explication ci-dessous), qui échappent au contrôle de l'individu. L'inégalité entre les hommes et les femmes est un exemple important de ce dernier type de restrictions imposées par l'homme. Dans une situation d'inégalité entre les sexes, l'action des femmes est restreinte au profit de celle des hommes. Il existe de nombreuses sociétés dans le monde d'aujourd'hui où l'inégalité entre les sexes est soutenue par des normes culturelles, des valeurs, des instituts religieux ou même par le droit national. Par conséquent, si nous nous soucions du développement humain et si nous convenons qu'il s'agit d'étendre les libertés dont jouissent tous les individus, la poursuite de l'égalité des sexes en soutenant l'action des femmes est très importante.

2. Les institutions

Les organisations telles que les États, les familles, les écoles et les clubs sportifs créent des règles qui coordonnent et répartissent les droits et les devoirs de leurs membres. Les États peuvent offrir un enseignement primaire gratuit aux citoyens, mais les obliger à conserver une partie de leurs revenus ultérieurs sous forme d'impôts pour financer ces écoles. Ces règles font l'objet d'une

discussion publique et d'un débat politique. Même entre deux familles villageoises voisines, il peut exister des règles très différentes sur la manière dont leurs membres répartissent le travail domestique et les ressources partagées.

Nous appelons 'institutions' les règles qui régissent le comportement des individus. Les institutions comprennent des règles formelles telles que des lois écrites sur papier, mais aussi des règles informelles, des codes de conduite adoptés par de nombreuses personnes mais qui ne sont pas officiellement inclus dans le droit codifié. Les institutions qui régissent le comportement des gens s'inspirent de différentes conceptions de ce que les gens considèrent comme 'normal' ou 'approprié' et de ce qu'ils considèrent comme 'ab-normal' ou 'inapproprié'. En termes plus simples, nous pouvons définir les institutions comme les 'règles du jeu': sans ces règles, il est impossible pour les gens de vivre ensemble en paix et en harmonie.

Mais pour les personnes qui vivent ensemble, il n'est pas seulement important d'avoir des règles. Il est tout aussi important de disposer de mécanismes de contrôle et d'application de ces règles. Les règles ne peuvent fonctionner dans la pratique que si les personnes qui les enfreignent sont corrigées. Par exemple, dans un match de football, l'arbitre a le pouvoir de corriger le comportement des joueurs et de s'assurer que le match se déroule dans des conditions équitables. L'arbitre ne peut pas changer les règles du jeu, il peut seulement s'assurer qu'elles sont appliquées lorsque le match est joué. Les gens ne peuvent commencer à faire confiance aux institutions que si l'abus des règles est limité. Si les gens sont convaincus que les règles seront respectées, ils se sentent plus en sécurité et sont plus enclins à investir dans leurs entreprises ou à payer des impôts à leur gouvernement. En effet, si les autorités de l'État s'engagent à faire respecter les institutions et à garantir l'État de droit, cela implique également qu'elles luttent contre la corruption et qu'elles punissent les personnes qui abusent du pouvoir politique à des fins personnelles.

Il n'existe aucune société dans le monde où les institutions, y compris les systèmes de contrôle, sont mises en place de manière parfaite. Les lois nationales ou les codes sociaux favorisent toujours certains intérêts au détriment d'autres. Mais si les sociétés et les hommes politiques doivent équilibrer les droits et les devoirs des personnes, il serait utile de classer les différents aspects de la liberté humaine par ordre d'importance. Cette tâche est plus difficile qu'il n'y paraît. Comment classer, par exemple, des besoins aussi fondamentaux que l'accès à l'eau, l'accès à la nourriture, la protection contre la violence, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'éducation publique gratuite, la représentation politique ou l'accès à l'internet? Pouvons-nous faire une liste? Et même si nous étions capables de nous mettre d'accord sur les priorités, serions-nous également capables de nous mettre d'accord sur les meilleurs moyens d'atteindre ces priorités? Le gouvernement doit-il prendre l'argent de la famille Y pour le donner à la famille X? Ou faut-il protéger la propriété

privée au détriment de l'inégalité économique? En effet, tout classement des priorités de développement s'appuie sur les notions 'd'égalité' et 'd'inégalité'.

3. Développement humain et 'piège de la pauvreté'

La pauvreté est considérée comme l'un des principaux obstacles au développement humain, car les pauvres n'ont qu'un accès limité à un large éventail de produits et de services de base. Le manque d'accès à l'éducation, aux soins de santé ou à l'internet réduit leurs chances d'améliorer *durablement* leurs conditions de vie. L'impossibilité d'échapper à la pauvreté est appelée 'piège de la pauvreté'. Le piège de la pauvreté peut fonctionner aussi bien au *niveau microéconomique* de la famille qu'au *niveau macroéconomique* d'un pays ou d'une région. Pour comprendre comment fonctionne ce piège, on peut considérer que la santé est importante pour gagner un revenu. Mais en même temps, le revenu est un moyen important d'accéder à l'assainissement, aux médicaments et aux soins de santé. Nous appelons cette relation entre la santé et le revenu une relation 'réciproque'.

La réciprocité est essentielle pour comprendre comment les gens peuvent se retrouver piégés dans une situation de pauvreté. Pour réduire la pauvreté, il faut augmenter les revenus des pauvres et, simultanément, améliorer structurellement leur accès à des services importants pour éviter qu'ils ne retombent dans la pauvreté. Cette réciprocité est la principale raison pour laquelle la croissance économique est une *condition nécessaire* au développement humain (et à la réduction de la pauvreté), mais pas une *condition suffisante*.

Les scientifiques et les organisations internationales ont mis au point des indices composites pour mesurer le développement humain au niveau national. Le plus célèbre de ces indicateurs est *l'indice de développement humain* (IDH) élaboré par les Nations unies. Cet indice ne tient pas seulement compte des niveaux moyens de revenus, mais aussi de l'accès à l'éducation et des conditions de santé humaine. L'indice de développement humain offre donc une image plus large du développement humain que les seuls niveaux de revenus.

De nombreux pays africains se classent au bas de l'IDH non seulement en raison de leurs faibles niveaux de revenus, mais aussi en raison de l'accès limité des pauvres à l'éducation et aux soins de santé. Le tableau 1 présente les dix pays les mieux classés et les moins bien classés en termes d'IDH en 2020. Le tableau montre que les dix pays les plus pauvres de l'IDH se trouvent tous en Afrique. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles. Au cours des deux dernières décennies, de nombreux pays africains ont réalisé des progrès significatifs dans les trois domaines de l'IDH, c'est-à-dire que les niveaux de revenus moyens ont augmenté, l'accès à l'éducation s'est élargi et

l'espérance de vie s'est allongée, malgré les épidémies de VIH/SIDA et la récente crise du Covid-19. Ces évolutions n'ont toutefois pas entraîné une diminution des inégalités. Dans de nombreux pays africains, l'inégalité des revenus est restée très élevée. En d'autres termes, les conditions permettant de faire des choix libres se sont améliorées pour certains Africains, mais certainement pas pour tous.

Tableau 1: Les 10 premiers et les 10 derniers pays de l'indice de développement humain des Nations Unies en 2020

Rang	Pays	IDH	Rang	Pays	IDH
1	Norvège	0.957	180	Erythrée	0.459
2	Irlande	0.955	181	Mozambique	0.456
3	Suisse	0.955	182	Burkina Faso	0.452
4	Hong Kong, Chine	0.949	183	Sierra Leone	0.452
5	Islande	0.949	184	Mali	0.434
6	Allemagne	0.947	185	Burundi	0.433
7	Suède	0.945	186	Sud Soudan	0.433
8	Australie	0.944	187	Tchad	0.398
9	Pays-Bas	0.944	188	République centrafricaine	0.397
10	Danemark	0.940	189	Niger	0.394

Source: Nations Unies (2020).

L'une des raisons pour lesquelles les pays africains obtiennent de faibles scores sur l'IDH est que de nombreux États africains ne parviennent toujours pas à soutenir la fourniture de services publics de base tels que les soins de santé, les infrastructures et l'éducation. Si les États veulent améliorer l'accès des citoyens aux services publics, ils ont besoin de systèmes fiscaux solides (pour financer les services publics) et de bureaucraties efficaces (pour coordonner ces investissements). Ce n'est là qu'un exemple de l'importance cruciale de 'bonnes institutions' pour le développement humain. Cependant, les États africains n'agissent pas toujours dans l'intérêt des pauvres.

Le piège de la pauvreté n'est pas seulement dû à un manque de richesse matérielle, mais aussi à un manque d'opportunités d'accroître la richesse intellectuelle (immatérielle). Il y a d'énormes avantages à savoir lire et écrire (alphabétisation) et à savoir compter et calculer (numératie). L'éducation augmente également les chances de trouver un emploi offrant un revenu décent. Dans pratiquement toutes les sociétés, il existe un lien étroit entre le niveau de revenu et l'éducation. En effet, la question de la pauvreté en Afrique ne concerne pas seulement les niveaux de revenus, mais aussi l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à bien d'autres conditions qui aident les gens à échapper au piège de la pauvreté et à améliorer leur situation.



Les agriculteurs souffrent souvent de pauvreté parce que leurs cultures ne génèrent pas de revenus suffisants.

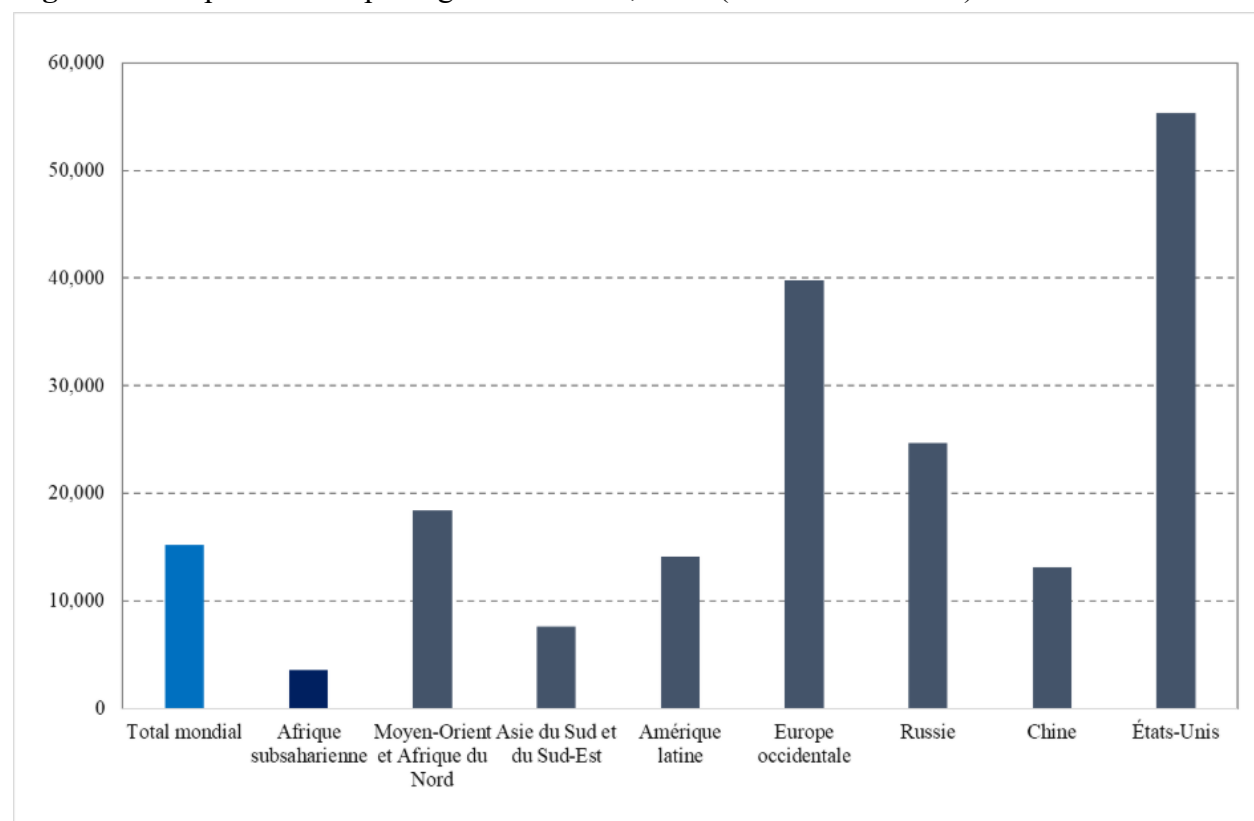
4. Croissance économique en Afrique

L'augmentation des revenus étant l'une des clés de la réduction de la pauvreté, il est important d'examiner comment les revenus moyens des populations africaines ont évolué à long terme. Les économistes étudient la richesse relative des pays à l'aide de ce que l'on appelle les comptes du revenu national. Le 'revenu national' désigne la valeur totale de tous les revenus gagnés, ou la valeur totale de toutes les marchandises et de tous les services produits, dans un pays donné et au cours d'une période donnée (généralement une année civile). Pour estimer les niveaux de revenu moyen, le revenu national est divisé par la population totale pour obtenir le 'revenu moyen par habitant'. Dans la littérature académique et les rapports des médias, le revenu national est communément appelé PIB (Produit Intérieur Brut). Le *revenu national* gagné dans une société est plus ou moins égal à la valeur totale de la *production nationale*.

Dans la figure 1, nous comparons les chiffres du *PIB par habitant* de l'Afrique subsaharienne en 2018 avec ceux d'autres régions du monde. Ces données de PIB sont exprimées en dollars américains avec une valeur constante, c'est-à-dire des dollars américains évalués aux niveaux de

prix de 2011. La figure 1 montre que l'Afrique subsaharienne est la région la plus pauvre du monde. L'Afrique est beaucoup plus pauvre que l'Europe occidentale ou les États-Unis, où les revenus annuels moyens dépassent souvent 40 000 dollars. Mais si l'on compare les revenus africains aux niveaux moyens du PIB par habitant de l'Asie et de l'Amérique latine, on constate qu'ils sont à la traîne. Les revenus moyens en Afrique sub-saharienne sont d'environ \$3,500. Pourtant, il y a quelques raisons de penser que l'Afrique est plus riche que ne le suggère la figure 1. Les comptes de revenus nationaux tendent à inclure les revenus issus des transactions de marché, c'est-à-dire la valeur des biens et des services qui reçoivent un prix sur le marché et dont l'échange est enregistré par les bureaux nationaux de statistiques. Une grande partie de l'activité économique qui se déroule au sein des ménages, de l'exploitation agricole ou de la communauté villageoise n'implique pas de transactions sur le marché. Ces activités, qui sont au cœur de la vie de nombreux Africains (et en particulier des Africains pauvres), ont tendance à être exclues des statistiques officielles et si nous les incluons, le PIB serait plus élevé. Toutefois, si l'Africain moyen est peut-être plus riche que ne le suggère ce graphique, il ne fait aucun doute que l'Afrique reste la région du monde qui compte le plus grand nombre de pauvres. Selon les estimations de la Banque mondiale, environ 40 pour cent des Africains vivent avec moins de 1,90\$ par jour. C'est ce que l'on appelle l'extrême pauvreté, que l'on retrouve dans pratiquement tous les pays au sud du Sahara.

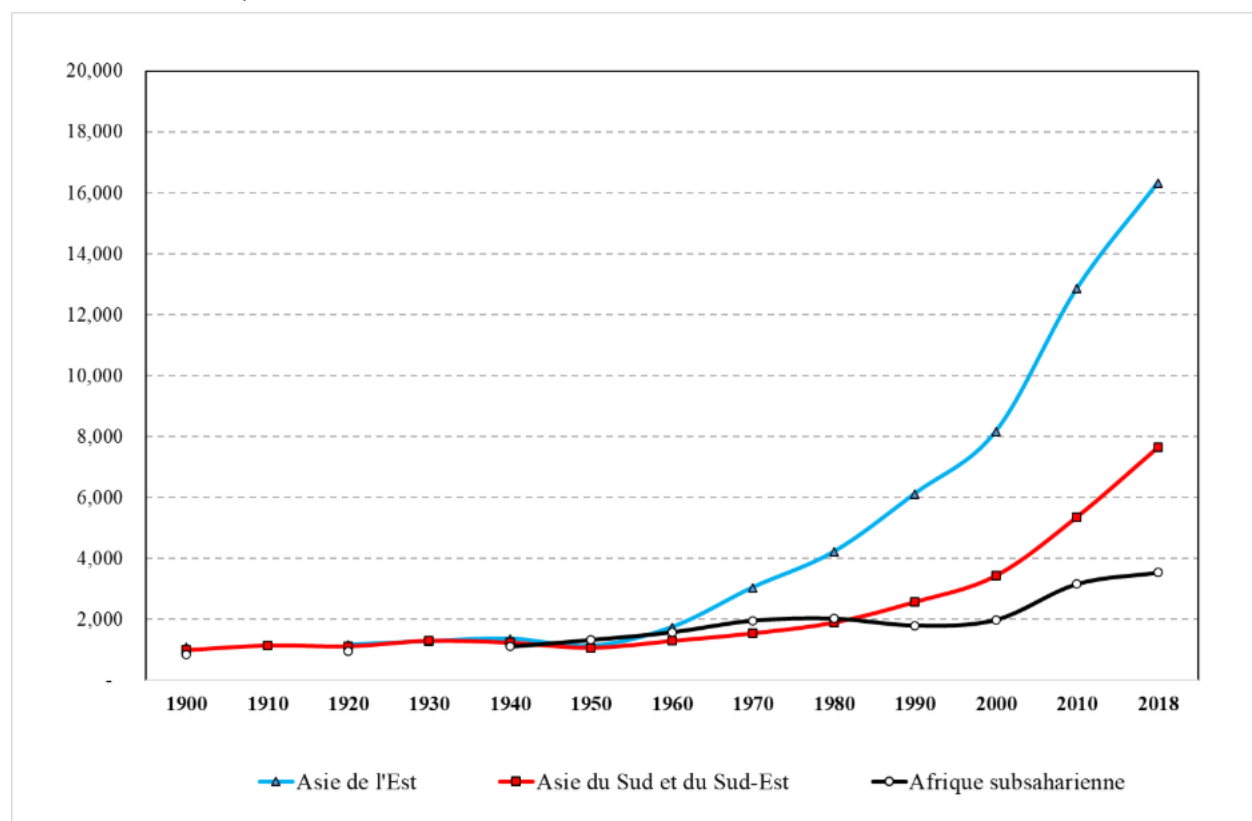
Figure 1: PIB par habitant par région du monde, 2018 (en dollars de 2011)



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Le fait que l'Africain moyen soit aujourd'hui plus pauvre que le citoyen moyen du monde ne signifie pas qu'il en a toujours été ainsi. Une grande partie de l'écart entre l'Afrique et les autres régions en développement est apparue au cours des trois dernières décennies du 20^e siècle. La figure 2 montre l'évolution du PIB par habitant en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Asie de l'Est de 1900 à 2018. Jusqu'en 1960 environ, les niveaux de revenus de l'Afrique et de l'Asie étaient comparables, soit environ 1500 dollars par personne et par an, exprimés en dollars, aux niveaux de prix de 2011. En effet, les petits exploitants agricoles ou les citadins d'Afrique n'étaient pas nécessairement plus pauvres que leurs collègues d'Inde ou de Chine. Le Japon était le seul pays asiatique à être considérablement plus riche en 1960. Dans les années 1980, l'économie chinoise a également commencé à croître à des taux très élevés. Aujourd'hui, le Chinois moyen est considérablement plus riche que l'Africain moyen. Surtout après 1980, les économies africaines ont également perdu beaucoup de terrain par rapport aux économies de l'Asie du Sud et du Sud-Est, qui comprend de grands pays comme l'Inde et l'Indonésie.

Figure 2: PIB par habitant (USD) de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Est, 1900-2018



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Pourquoi les revenus des Africains n'ont-ils pas augmenté de la même manière que ceux des Asiatiques? Il n'existe pas de réponse simple à cette question importante. Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction de ce manuel, nous ne pouvons même pas commencer à réfléchir à une réponse sans examiner différents épisodes de l'histoire de l'Afrique. De nombreuses économies africaines ont stagné, voire se sont effondrées, entre 1975 et 2000. Sur les 52 pays africains pour lesquels des données existent, 29 ont connu des taux de croissance négatifs au cours du dernier quart du 20^e siècle, ce qui signifie que dans plus de la moitié des pays africains, l'économie s'est contractée.

Les causes profondes de cet effondrement économique remontent plus loin dans l'histoire. Ce que nous savons avec certitude, c'est que les causes de l'effondrement de la croissance en Afrique sont multiples et interdépendantes. Pour donner un exemple de 'multi-causalité': de nombreuses économies africaines souffraient de la baisse des prix du marché mondial de leurs produits d'exportation depuis le début des années 1970. Les prix du café, du coton, du cacao et des minéraux, comme le minerai de cuivre, ont fortement chuté par rapport aux prix des produits manufacturés importés. Dans le même temps, les gouvernements africains ont accumulé d'énormes dettes sur des prêts qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser. La crise de la dette africaine a donc été renforcée par la baisse des recettes d'exportation et des recettes douanières.

Cette période a également été marquée par une augmentation du nombre de conflits violents dans la région. Différents groupes ethniques ou sociaux luttaient pour l'influence politique ou l'accès à des ressources économiques précieuses telles que les diamants (Sierra Leone), le pétrole (Soudan), les terres (Rwanda) ou le coltan (République démocratique du Congo). En temps de guerre, l'économie subit des pertes et, dans certains cas, les conflits militaires peuvent même entraîner des famines, comme ce fut le cas en Éthiopie au milieu des années 1980 et en Somalie et au Soudan plus récemment. Toutes les économies africaines n'ont cependant pas été durement touchées. Les pays producteurs de pétrole, comme la Guinée équatoriale et le Gabon, ont bénéficié de la hausse des prix mondiaux du pétrole et les économies du Botswana et de Maurice ont connu une croissance économique rapide au cours des dernières décennies du 20^e siècle.

Si l'on examine de plus près les déterminants de la croissance économique africaine dans la deuxième partie du 20^e siècle, on constate qu'au moins deux facteurs distinguent une grande partie de l'Afrique des autres régions en développement. Le premier est que la productivité du travail dans l'agriculture, qui est (encore) le secteur le plus important dans la plupart des économies africaines, n'a pas augmenté de la même manière que dans de grandes parties de l'Asie ou de l'Amérique latine. De nombreux pays africains sont devenus des importateurs nets de denrées alimentaires après 1970, alors que de nombreux pays asiatiques ont atteint l'autosuffisance en

matière de production alimentaire ou sont même devenus d'importants exportateurs nets de cultures vivrières. L'Afrique n'a pas profité de ce que l'on appelle la 'révolution verte', en ne mettant pas en œuvre une série de progrès technologiques dans la production d'aliments de base tels que le blé, le riz et le maïs.

Le deuxième facteur est que l'Afrique a connu un processus de changement structurel plutôt lent. Le changement structurel fait référence à la transformation des processus de production, qui passent d'activités à faible valeur ajoutée à des activités à forte valeur ajoutée. Le développement des industries manufacturières est un élément crucial du changement structurel. Les industries manufacturières ont tendance à produire plus par travailleur que les industries agricoles et ont donc le potentiel d'augmenter les niveaux de revenus moyens. Une grande partie de la croissance économique en Asie est due à une industrialisation rapide. Des pays comme le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et le Viêt Nam produisent une vaste gamme de produits manufacturés qu'ils vendent dans le monde entier, en particulier aux consommateurs aisés d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi, de plus en plus, aux classes moyennes émergentes d'Afrique. Ces produits sont des textiles, des chaussures, des appareils électroniques, des voitures, des jouets, des meubles et bien d'autres choses encore.

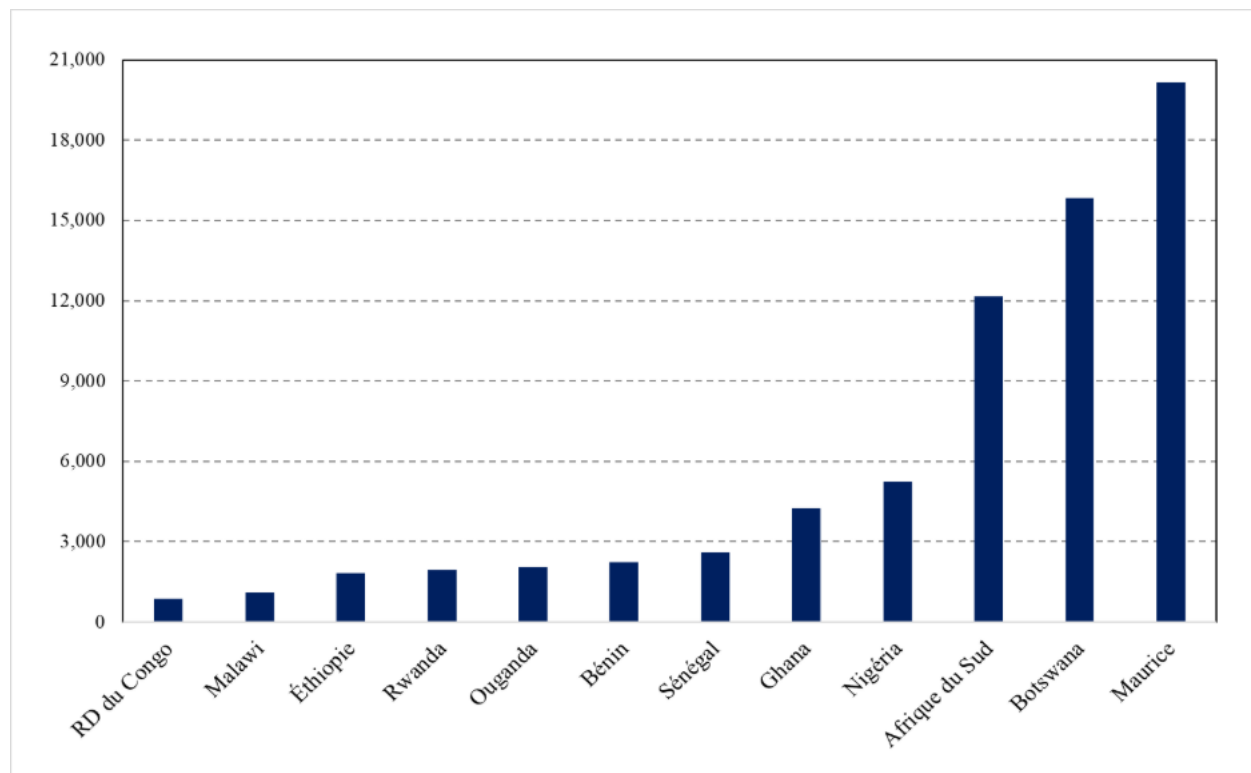
À l'exception du Japon, la plupart des pays asiatiques ont connu un changement structurel de leur économie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle et ce processus est toujours en cours. En Amérique latine également, les pays en voie d'industrialisation tels que le Brésil, le Chili et le Mexique sont parvenus à augmenter les niveaux de productivité de la main-d'œuvre sur la base d'un changement structurel. Le résultat est que dans des pays comme la Chine et le Brésil, le nombre de personnes extrêmement pauvres (celles qui vivent avec 1,90\$ par jour) a rapidement diminué. Les changements structurels rendent également les économies plus stables, car ils impliquent une *diversification des* activités productives: un éventail plus large d'activités économiques répartit les possibilités de croissance de l'emploi et réduit le risque d'un effondrement total de l'économie.

5. Le développement économique actuel de l'Afrique

Derrière les grandes généralités sur le développement économique de l'Afrique dans une perspective globale, il y a eu une énorme variation des expériences de croissance *au sein de l'Afrique*. En effet, l'Afrique se compose de plus de 50 pays, qui ont connu des phases de croissance et de contraction différentes au fil du temps. Cette variation intra-africaine se reflète dans le PIB par habitant présenté dans la figure 3. La figure 3 montre une sélection de pays africains dont les

niveaux de revenus sont inférieurs et supérieurs à 3 000 dollars. Parmi les pays à faible revenu figurent la RDC (Congo), le Malawi, l'Éthiopie, le Rwanda, l'Ouganda et le Bénin. À l'extrémité supérieure de la distribution des revenus, on trouve des pays comme l'Afrique du Sud, le Botswana et l'île Maurice. Le Sénégal, le Ghana et le Nigeria se situent entre les deux. Une des explications de ces écarts importants de PIB par habitant est que certains pays africains à revenu élevé disposent d'importantes réserves de ressources minérales comme le pétrole, l'or ou les diamants. Mais la richesse en ressources minérales n'explique pas tout. Le Nigeria est également un grand pays exportateur de pétrole, mais son niveau de revenu moyen est bien inférieur à celui de l'île Maurice, qui n'exporte ni pétrole ni métaux précieux.

Figure 3: PIB par habitant dans une sélection de pays africains, 2018



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Malgré les écarts de revenus importants, la majorité des économies africaines ont connu une période de croissance économique rapide entre 1995 et 2015. Ces dernières années, cependant, la croissance s'est à nouveau ralentie, notamment en raison de la chute des prix du marché mondial pour les produits d'exportation africains (y compris le pétrole) et de la pandémie de Covid-19. Certains pays comme l'Éthiopie et le Rwanda ont enregistré des taux de croissance annuels compris entre 5 et 10 pour cent, ce qui correspond aux taux de croissance enregistrés en Asie et en Amérique latine au cours des dernières décennies. Ces taux de croissance sont également beaucoup plus élevés que dans les économies avancées d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ces taux de

croissance du PIB ont conduit à des taux élevés de croissance du PIB *par habitant*, étant donné que les taux de croissance de la population étaient inférieurs à 2 pour cent par an. Cependant, nous devons garder à l'esprit que ces pays ont connu une croissance à partir de niveaux initiaux très bas et sont toujours considérés comme très pauvres selon les normes mondiales.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les Africains les plus pauvres ont bénéficié de la reprise de la croissance et si ces taux pourront être maintenus dans les décennies à venir. La croissance économique africaine n'a pas été tirée par un développement rapide des industries manufacturières comme en Asie et en Amérique latine. La récente vague de croissance est principalement due à l'augmentation des exportations de cultures commerciales tropicales (thé, tabac, cacao, café, huile de palme, etc.) et de ressources minérales telles que les minerais métalliques, le pétrole et l'or. Dans certains pays, les fruits de ces recettes commerciales croissantes ont directement profité aux agriculteurs ou aux travailleurs salariés. Dans d'autres cas, les bénéfices ont disparu dans les poches de quelques familles méga-riches ou d'entreprises étrangères qui ont réussi à monopoliser les secteurs les plus rentables de l'économie, comme le secteur pétrolier.

L'un des principaux inconvénients du PIB par habitant en tant que mesure du bien-être est qu'il ne montre pas comment le revenu est réparti entre les personnes. Les figures 1 à 3 présentent les revenus *moyens*. Ces moyennes ne représentent pas les revenus réels de la plupart des gens, car les revenus ne sont pas répartis de manière égale. Les personnes les plus pauvres gagnent peut-être à peine 1,5 dollar par jour, ce qui représente environ 500 dollars par an. C'est pourquoi il est important de ne pas se concentrer uniquement sur la croissance économique, mais aussi sur le concept plus large de développement économique, y compris la répartition des revenus.

6. De la croissance économique au développement économique

La croissance économique est une condition essentielle du développement économique et, à terme, du développement humain. Mais quelle est la différence entre la croissance économique et le développement économique? La première chose à retenir est que la croissance économique fait partie d'un processus de développement économique, mais que ce dernier englobe un éventail plus large de changements dans l'économie. Le développement économique est une croissance économique qui s'accompagne de changements structurels et de diversification. La diversification signifie que l'éventail des activités productives s'élargit. La diversification entraîne une augmentation du nombre d'emplois et s'accompagne généralement d'une augmentation de la productivité du travail. La productivité du travail désigne le niveau de production (rendement) par travailleur. Si la main-d'œuvre devient plus productive, ses revenus augmenteront.

Idéalement, le développement économique comprend un processus d'expansion économique qui est durable dans le temps (une amélioration permanente des niveaux de revenus) et qui permet une large participation (il est inclusif). Contrairement à la croissance économique, le développement économique englobe la possibilité de réduire la pauvreté de manière structurelle.

Pour comprendre comment la croissance économique peut contribuer au développement économique, il est utile de faire une distinction entre la croissance *extensive* et la croissance *intensive*. La croissance extensive est la croissance économique résultant de l'ajout de ressources supplémentaires (intrants) au système de production. Il peut s'agir d'heures de travail supplémentaires, de matières premières supplémentaires, de terres supplémentaires ou de machines, d'équipements de transport ou d'infrastructures (biens d'équipement). La croissance intensive est le résultat d'une production plus efficace. L'efficacité signifie que l'on peut produire davantage avec les mêmes (ou même moins) de ressources qu'auparavant. La croissance intensive est donc alimentée par la croissance de la productivité. Pour augmenter la productivité, les travailleurs doivent être mieux formés et les systèmes de production doivent intégrer de meilleures technologies.

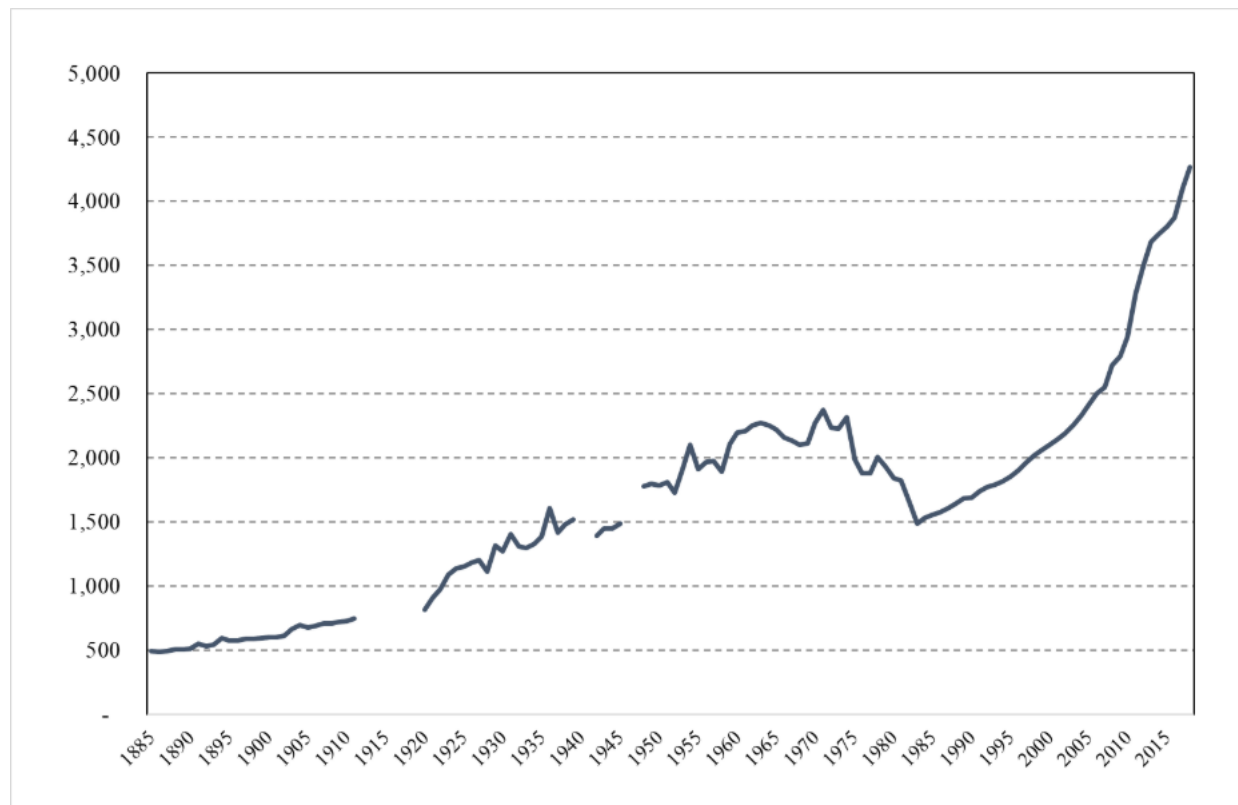
Un exemple simple de croissance de la productivité est le suivant: supposons que vous deviez transporter 10 lourds sacs de riz d'un village à l'autre sur une distance de 10 kilomètres. Vous marchez chaque jour dans les deux sens avec un sac. Au bout de 10 jours, vous avez terminé le travail. La technologie automobile (moteur à combustion, axes, métal, etc.) vous permettra de déplacer les sacs de manière beaucoup plus efficace. Vous pouvez faire l'aller-retour en moins d'une heure, au lieu de marcher pendant dix jours! Cependant, pour que la voiture transporte les sacs de riz, il faut un chauffeur formé à la conduite de la voiture et un investisseur qui possède une voiture à louer. En effet, la combinaison d'investissements en capital, en compétences humaines, en connaissances et en technologies est essentielle pour parvenir à une croissance intensive. Ce sont les principaux déterminants de ce que le prix Nobel Simon Kuznets a appelé la 'croissance économique moderne'. La croissance économique moderne entraîne une augmentation soutenue du PIB par habitant, une réduction durable des taux de pauvreté et une transformation structurelle de l'économie parce que les gens deviennent plus productifs.

L'histoire de l'Afrique a connu plusieurs phases de croissance économique et, dans certains endroits et à certaines périodes, même une forte croissance économique. Cependant, la plupart de cette croissance a été une croissance extensive. La croissance africaine a surtout été alimentée par la vente de ressources naturelles, voire de personnes sous la forme d'esclaves. Le développement économique est resté à la traîne. Sans croissance de la productivité et sans changement structurel,

les phases de croissance extensive seront toujours suivies de phases de stagnation ou de déclin. La figure 4 montre la tendance à long terme du PIB par habitant au Ghana - également connu sous le nom de Gold Coast à l'époque coloniale. On constate une augmentation très rapide entre 1900 et 1930. Au cours de ces années, l'économie de la Gold Coast a connu un boom du cacao. De nombreux planteurs de cacao et des personnes travaillant sur les chemins de fer et dans les ports en ont profité. Les recettes d'exportation et les salaires ont augmenté. Le gouvernement colonial percevait de plus en plus d'impôts et réinvestissait une partie de cet argent dans les chemins de fer et les écoles publiques. La Gold Coast est rapidement devenue l'un des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne.

Cependant, avec l'effondrement des prix du cacao sur le marché mondial dans les années 1930 et à nouveau dans les années 1970, il est devenu évident que ces gains étaient en grande partie temporaires. L'économie ghanéenne dépendait du cacao et ne s'était pas suffisamment diversifiée dans d'autres activités économiques. Lorsqu'une économie dépend aussi fortement des prix du marché mondial, les niveaux de revenus peuvent être très volatils. Les recettes publiques du Ghana ont souffert de la baisse des droits de douane et de l'endettement croissant de l'État. L'intégration du Ghana dans l'économie mondiale (mondialisation) a donc eu un impact important sur la vie de ses citoyens, pour le meilleur et pour le pire. La seule façon pour les sociétés de renforcer leur position dans l'économie mondiale est de passer d'une croissance extensive à une croissance intensive. Le Ghana diversifie actuellement ses exportations de cacao vers l'or, le pétrole et les bois tropicaux, ce qui n'est pas en soi une mauvaise stratégie. Cependant, tous ces produits d'exportation restent des produits de base basés sur des ressources naturelles. Ces exportations ne peuvent constituer la base d'une croissance économique durable à l'avenir que si l'argent gagné grâce à ces exportations est réinvesti dans la santé, l'éducation, les infrastructures et les activités économiques qui créent plus d'emplois et augmentent la productivité de la main-d'œuvre.

Figure 4: PIB par habitant au Ghana, 1885-2018



Sources: Broadberry et Gardner (2021) (1885-1950); Maddison Project Database, v. 2020 (1950-2018).

7. Conclusion

La question centrale de ce chapitre était: qu'est-ce que le développement? Nous avons vu que le terme 'développement' n'est pas si facile à définir et qu'il est sujet à différents types d'interprétation. Dans la définition du 'développement humain', l'idée d'*étendre les libertés dont jouissent les personnes* est cruciale. Mais la liberté humaine n'est pas seulement un but en soi, c'est aussi souvent un moyen d'en obtenir davantage. Si les gens ne sont pas en mesure d'utiliser leurs talents, d'acquérir des compétences et des connaissances ou de récolter les fruits de leur esprit d'entreprise, la croissance économique ne peut être soutenue à long terme. La liberté n'est pas donnée, elle est à la fois garantie et limitée par des règles. Nous avons appelé ces règles des institutions et fait une distinction entre les institutions formelles (par exemple les lois) et les institutions informelles (par exemple le comportement social). Les autorités politiques conçoivent de nombreuses règles du jeu formelles dans l'économie et sont également responsables du contrôle et du maintien de l'État de droit. Pour renforcer la liberté des individus de prendre leurs propres décisions économiques, il est nécessaire que les gouvernements offrent un degré minimal de sécurité aux individus et que, à leur tour, les individus aient un degré minimal de confiance dans la

manière dont leurs dirigeants garantissent la sécurité. Ce n'est que dans ces conditions que les gens sont susceptibles de faire des investissements susceptibles d'améliorer leur bien-être à long terme. Ce n'est pas le lieu de discuter plus avant des différentes institutions nécessaires pour parvenir à une croissance intensive, mais dans d'autres chapitres de ce manuel, nous aborderons le rôle des institutions de manière plus détaillée.

Questions d'étude

1. Le développement humain diffère du développement économique ou du développement politique. Pouvez-vous décrire les différences les plus importantes?
2. Quels sont, selon vous, les éléments les plus importants de la liberté humaine? Pouvez-vous également expliquer comment certains de ces éléments impliquent des aspects de restriction de liberté?
3. Que sont les *institutions* et pourquoi sont-elles importantes? Pouvez-vous penser à des institutions typiques de l'Afrique, de votre pays ou de votre famille?
4. Pouvez-vous citer deux différences entre les trajectoires à long terme de la croissance économique en Afrique et en Asie?
5. La croissance économique est souvent considérée comme une *condition nécessaire* au 'développement', mais pas comme une *condition suffisante*. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là?

Exercice de discussion

Divisez la classe en sous-groupes de 3 à 5 élèves. Chaque groupe discute de ce qu'il considère comme les trois principaux obstacles à la liberté humaine dans son pays et les classe par ordre d'importance. Un élève par groupe sera chargé de présenter la liste et d'offrir une brève discussion sur les arguments en faveur de leurs choix.

Lectures suggérées

Broadberry, Stephen, and Leigh Gardner (2021). "Economic growth in Sub-Saharan Africa, 1885-2008: Evidence from eight countries." *Explorations in Economic History*, 101424.

Frankema, Ewout (2014). "Africa and the Green Revolution. A Global Historical Perspective." *NJAS - Wageningen Journal of Life Sciences* 70-71: 17-24.

Gilbert, Erik and Jonathan T. Reynolds (2012). *Africa in World History. From Prehistory to the present*. Boston: Pearson.

Hayami, Yujiro and Yoshihisa Godo (2005). *Development Economics. From the Poverty to the Wealth of Nations*. Oxford: Oxford University Press

Kuznets, Simon (1973). "Modern Economic Growth: Findings and Reflections." *The American Economic Review* 63(3): 247-258.

Maddison Project Database 2020:

<https://www.rug.nl/ggdc/historicaldevelopment/maddison/releases/maddison-project-database-2020>

Sen, Amartya (2000). *Development as Freedom*. New York: Anchor Books.

United Nations (2020), *Human Development Indicators 2020*.

<http://hdr.undp.org.ezproxy.library.wur.nl/en/content/human-development-index-hdi>

A propos de l'auteur



Ewout Frankema est président du groupe d'histoire rurale et environnementale de l'université de Wageningen, rédacteur en chef du *Journal of Global History* et chercheur au Centre for Economic Policy Research (CEPR) du Royaume-Uni. Son programme de recherche se concentre sur une meilleure compréhension du développement économique comparatif à long terme des régions en développement (Afrique, Amérique latine, Asie) et sur les origines historiques et la nature de l'inégalité mondiale actuelle. Il a donné des cours d'histoire, d'économie et d'études sur le développement à l'université de Groningue, à l'université d'Utrecht et à l'université de Wageningen, et a été invité à donner des conférences dans des universités au Bénin, en Uruguay, en Ouganda, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni.